

**Point de presse du porte-parole -
République démocratique du
Congo/Déclaration de la présidence
du Conseil de sécurité des Nations
unies - République
centrafricaine/Attaque contre des
casques bleus - Birmanie/Situation
de la minorité Rohingya dans
l'Arakan - Burundi/Radiation de la
ligue de défense des droits de
l'Homme Iteka - Chine/Interdiction
du commerce de l'ivoire**
(Paris, 05 janvier 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - République démocratique du Congo - Déclaration de la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies

La France salue l'adoption, le 4 janvier, d'une déclaration de la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies sur la situation en République démocratique du Congo.

Cette déclaration, adoptée à l'unanimité sur proposition de la France, marque l'unité de la communauté internationale en soutien à l'accord politique signé le 31 décembre grâce aux efforts de médiation de la conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO).

Le Conseil de sécurité souligne les attentes des partenaires en vue d'une mise en oeuvre rapide de l'accord et du règlement des questions pendantes. Des élections devront être organisées au plus tard en 2017. La communauté internationale est naturellement disposée à appuyer tous les efforts en vue de garantir la réussite du processus en cours.

2 - République centrafricaine - Attaque contre des casques bleus

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque contre un convoi de casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), qui a coûté la vie à deux soldats marocains et a également fait des blessés le 3 janvier.

Nous exprimons nos sincères condoléances aux familles des victimes, au gouvernement

marocain et à la MINUSCA et adressons nos vœux de prompt rétablissement aux blessés.

Cette nouvelle tragique rappelle l'engagement constant et précieux du Maroc au sein des opérations de stabilisation et de maintien de la paix en Afrique et dans le monde.

Rappelant que des attaques contre des casques bleus des Nations unies peuvent constituer des crimes de guerre selon le droit international, la France appelle les autorités centrafricaines à tout mettre en oeuvre pour identifier les auteurs de cette attaque et les traduire en justice. La France réitère son plein soutien à l'action menée par la MINUSCA, en appui aux autorités centrafricaines, pour la protection des populations civiles et la consolidation de la paix en RCA.

3 - Birmanie - Situation de la minorité Rohingya dans l'Arakan

La France réitère sa profonde préoccupation au sujet des violences inacceptables subies par les personnes appartenant à la minorité Rohingya en Birmanie et appelle à l'arrêt de ces violences.

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des autorités birmanes de protéger les populations civiles.

Il est indispensable que toute la lumière soit faite sur ces violences, dans la plus grande transparence et impartialité, et que les personnes s'étant rendues coupables d'exactions rendent compte devant la justice.

Les autorités doivent faire le nécessaire pour que toutes les personnes qui en ont besoin bénéficient au plus vite d'assistance humanitaire dans le Nord de l'Arakan. La France, avec ses partenaires européens et au sein des Nations unies, y veillera.

4 - Burundi - Radiation de la ligue de défense des droits de l'Homme Iteka (3 janvier 2017)

La France déplore la décision des autorités burundaises de radier Iteka, plus ancienne ligue burundaise de défense des droits de l'Homme, de la liste des associations autorisées à travailler dans le pays.

La France rappelle son attachement au respect des libertés d'opinion et d'expression et réaffirme son soutien à l'action des organisations de défense des droits de l'Homme partout dans le monde.

5 - Chine - Interdiction du commerce de l'ivoire

La France salue l'annonce par la Chine de l'interdiction de tout commerce et transformation de

l'ivoire dans ce pays d'ici fin 2017.

Nous rappelons notre engagement dans la lutte contre le braconnage et le commerce illégal d'espèces sauvages, en particulier dans la lutte contre le commerce de l'ivoire d'éléphant, qui a été renforcé par la loi biodiversité adoptée en août 2016.

La France appelle tous les États parties de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) à interdire tout commerce d'ivoire d'éléphant./.